

Ainsi, alors que nous constatons avec plaisir que de l'argent bien gagné est versé au bon moment aux fermiers de l'Ouest canadien, nous devons par ailleurs déchanter, car il y a peu d'espoir que les propositions de la Commission soient adoptées, surtout au sujet des paiements insuffisants pour l'orge.

**M. John Burton (Regina-Est):** La mauvaise récolte de 1967-1968 sera extrêmement décevante pour les cultivateurs de l'Ouest mais cela ne les surprendra pas trop car ils ont vu venir la crise avant le gouvernement.

Les rendements obtenus ne suffiront pas, étant donné le niveau des prix, à répondre aux besoins de l'économie agricole. Il faut souligner encore une fois que l'Ouest et l'économie agricole de cette région font face à une crise, qui retentira inévitablement sur l'économie nationale. Depuis deux ans, les prix agricoles n'ont cessé de baisser tandis que les coûts montaient. L'indice des coûts agricoles a monté de quelque 5 p. 100 depuis un an.

En outre, les paiements pour le blé seront probablement faibles, ce qui, à mon avis, résulte de ce que le gouvernement fédéral n'a pas assumé ses responsabilités, surtout pendant la période qui s'est écoulée entre l'expiration de l'Accord international sur le blé et l'entrée en vigueur du nouvel arrangement international concernant les céréales—c'est pendant cette période que la crise céréalière s'est aggravée pour en arriver là.

Les prix des céréales sont encore en baisse cette année. A Winnipeg, le niveau des prix au comptant de l'avoine se situe à peu près à 86c. le boisseau, contre une moyenne de 92c. il y a un an. Les prix de l'orge, pour le n° 2 de l'Ouest «6 row» se maintiennent à \$1.07 environ, contre \$1.25 il y a un an. Ce qui indique bien que la situation s'aggrave, et pourtant, le gouvernement n'a rien fait, ou presque, pour remédier à la situation.

Outre la question du prix, les cultivateurs de l'Ouest canadien ont dû faire face cette année aux énormes difficultés que leur ont causées des grains humides et gourds. En maintes occasions, mes collègues et d'autres députés ont tenté de faire comprendre toute la portée de cette crise au gouvernement, mais celui-ci a mis du temps à agir et à faire preuve d'initiative. Les cultivateurs de l'Ouest canadien sont très déçus de l'inefficacité des mesures gouvernementales de ces derniers mois.

Le plein effet de la crise causée par le grain humide et gourd se manifesterà au cours

[M. Horner.]

des prochaines semaines et sera entièrement conforme aux prédictions des sociétés agricoles de l'Ouest et des cultivateurs locaux. J'exhorte donc le gouvernement à prendre des mesures, avant qu'il ne soit trop tard, pour régler la crise qui touche tout le Canada.

[Français]

**M. C.-A. Gauthier (Roberval):** Monsieur l'Orateur, nous, du Ralliement créditiste, désirons nous réjouir avec les cultivateurs de l'Ouest et féliciter les membres de ce merveilleux organisme qu'est la Commission canadienne du blé, car, comme le ministre l'a dit, il ne s'agit pas de l'argent du pays ou du gouvernement, mais tout simplement des sommes que la Commission canadienne du blé a accumulées en vue de verser un dernier paiement aux cultivateurs.

Ceux qui, comme moi, ont eu l'avantage de lire le récit des débuts très difficiles de la Commission canadienne du blé, peuvent aujourd'hui se réjouir des résultats obtenus. Au fait, nous constatons que les cultivateurs de l'Ouest ont bien fait d'appuyer, envers et contre tous, leur coopérative, car c'est ainsi que j'ai toujours considéré la Commission canadienne du blé et l'on peut voir, aujourd'hui, combien le travail de cette Commission est profitable aux cultivateurs de l'Ouest.

Monsieur l'Orateur, plusieurs députés semblent se demander pourquoi le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) est le porte-parole de la Commission à la Chambre. Je crois avoir trouvé la réponse et je veux en faire part à la Chambre, parce que plusieurs nouveaux députés semblent un peu intrigués. On sait qu'il ne s'agit pas de l'argent du gouvernement, mais bien des efforts que la Commission canadienne du blé a déployés en vue d'aider les cultivateurs. Je ne voudrais pas me tromper, mais, si je me souviens bien, l'ancien ministre du Commerce, M. Winters, a déjà été coprésident ou président honoraire de la Commission canadienne du blé. Je crois que c'est un titre que la Commission canadienne du blé avait conféré au ministre du Commerce et j'aimerais savoir si le ministre actuel est président honoraire de cette Commission. J'ose le croire, parce qu'il semble parler au nom de la Commission canadienne du blé, lorsqu'il fait de telles déclarations à la Chambre, et j'ai l'impression que les cultivateurs de l'Ouest doivent se réjouir de l'avoir comme président honoraire, étant donné l'importance de ce poste.

Monsieur l'Orateur, nous ne sommes pas jaloux des citoyens de l'Ouest, mais nous